

# La Croatie, après avoir franchi le seuil de l'UE

**Stipe Ćurković**

*Rédacteur en chef de l'édition croate du Monde diplomatique et co-fondateur du Centre des études sur le travail. Il vit à Zagreb.*

Depuis l'entrée de la Croatie dans l'UE, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, en termes d'initiatives politiques économiques, on peut constater un renforcement de la tendance à achever le processus de privatisation des biens appartenant à l'État. La détermination de « la classe politique » à « faire le ménage » et à faire pression pour accélérer la réalisation de la « transition » vers une économie entièrement conduite par le capital s'exprime aujourd'hui haut et fort. Ainsi, le gouvernement de coalition, dirigé par les sociaux-démocrates, a récemment annoncé la vente express de 28 compagnies publiques parmi lesquelles des biens aussi importants que les ports de Rijeka, Ploče, Zadar et Šibenik, sept aéroports (Osijek, Pula, Rijeka, Zadar, Split, Dubrovnik, Zagreb), la loterie nationale, le service postal Hrvatska pošta, la compagnie aérienne nationale Croatia Airlines et le plus gros producteur de fertilisants artificiels de la région, Petrokemija, situé à Kutina (pour n'en citer que quelques-uns) <sup>1</sup>.

Cette liste déjà importante est complétée par des plans de « monétisation » des autoroutes croates à travers des concessions de 40 à 50 ans accordées à des entreprises privées chargées de les exploiter. À ces plans s'ajoutent les déclarations du maire controversé de Zagreb, Milan Bandić, annonçant la restructuration imminente puis la privatisation de compagnies possédées par la grande entreprise Zagreb Holding, propriété de la ville. Compte tenu de l'importance de la capitale dans l'économie du pays – environ 1,1 million des 4,4 millions de Croates vivent dans la région métropolitaine de Zagreb – il ne faut pas sous-estimer les larges implications économiques et sociales de ce passage des biens publics dans des mains privées.

Ce mouvement de privatisation est flanqué de toute une batterie de nouvelles mesures sur le travail, en cours de préparation, et visant à déréguler et flexibiliser plus avant le marché du travail ainsi qu'à développer et normaliser ce qui, il y a peu encore, était considéré comme des formes atypiques de l'emploi, allant de l'emploi à temps partiel à l'emploi intérimaire. À cela doivent être ajoutées les tentatives persistantes (mais jusqu'ici largement infructueuses) pour modifier la législation concernant l'enseignement supérieur. Il s'agit, au nom de la promotion de l'excellence, de réduire l'autonomie des universités, de les rendre plus dépendantes des frais d'inscription, d'avoir une réactivité accrue face aux exigences du marché du travail et de se soumettre à des modèles de gouvernance prenant exemple sur les mécanismes du marché.

La raison fondamentale sous-tendant ces politiques provient en droite ligne du catéchisme néolibéral qui domine la pensée économique de la « classe politique » et des « experts » qui lui sont associés. Les solutions que peut apporter le marché sont largement présentées comme le seul remède aux difficultés économiques que connaît la Croatie. Dans le même temps, le discours officiel est imprégné d'appels à « l'esprit d'entreprise » et à « l'investissement direct étranger » dont le gouvernement considère qu'il est de son devoir de faciliter activement l'essor. La Croatie traverse sa cinquième année successive de déclin économique, avec une baisse de 11,7 % du PIB au cours de la période de crise s'étalant de 2009 à 2013<sup>2</sup> à laquelle s'ajoutent un taux de chômage officiel de 16,7 % en août 2013 (au plus haut de la saison touristique quand, traditionnellement, le chômage est en baisse) et un taux de chômage des jeunes de 52 % au deuxième trimestre de l'année 2013. Cela peut en partie expliquer l'intensification des efforts pour parachever la transformation néolibérale socio-économique. Mais c'est aussi une stratégie commode de légitimation et un outil, tout aussi commode, pour étouffer les débats publics qui risqueraient de remettre en question les conséquences sociales et économiques ainsi que la légitimité de ces efforts. Le discours officiel (et celui des médias dominants) présente la crise comme une sorte d'« état d'exception » nécessitant des « réformes » immédiates et radicales. Il efface également le caractère politique du contenu de ces réformes et réduit le spectre des débats publics tout en l'orientant vers la question soi-disant purement administrative du moment le plus approprié pour les mettre en œuvre. La crédibilité de ces arguties argumentatives repose, dans une grande mesure, sur le fait d'imposer une interprétation des causes de la crise qui désigne « la modernisation insuffisante » de la Croatie comme l'une des sources principales des difficultés économiques actuelles. Entravée par une « mentalité socialiste » soi-disant encore très répandue et donc par la sensibilité « populiste » d'une grande partie de la population, la pleine réalisation des « réformes nécessaires mais impopulaires » devant rendre l'économie de la Croatie plus compétitive et donc plus prospère a, selon la philosophie officielle, été trop longtemps retardée avec des consé-

quences désastreuses. Dans ce cadre, les défenseurs des politiques néolibérales peuvent alors endosser le rôle de héros modernisateurs, déterminés à faire, sans jamais flancher, ce qui est « objectivement nécessaire ».

Pourtant, si l'on observe plus attentivement cette comédie, on voit apparaître des fondements bien moins héroïques. L'absence presque totale d'un réel intérêt, chez les responsables politiques et chez les experts croates, pour les causes structurelles de la crise globale et, en particulier, pour ses manifestations dramatiques dans l'Union européenne ainsi que pour les failles structurelles qu'elle a révélées dans l'architecture économique et institutionnelle de cette même Union, n'est pas seulement un signe de manque de discernement ou d'incompétence. Elle est davantage le symptôme d'une forme étrange de cécité sélective qui est, à son tour, une séquelle de ce qu'on pourrait appeler « une dépendance d'ordre idéologique ».

Pendant des décennies, l'entrée dans l'Union européenne s'est apparentée à un fantasme eschatologique dans l'imagination politique dominante du pays. La crise de la dette yougoslave des années 1980 et la crise du projet yougoslave lui-même qui en résulta ont renforcé l'implication des élites (entre autres) dans « l'europanisation », perçue comme une panacée à tous les maux économiques, sociaux et politiques du pays<sup>3</sup>. En dépit des méprises couramment répandues, et souvent énergiquement alimentées par ses experts libéraux, le nationalisme croate ne s'est jamais fondamentalement défini en tant que projet véritablement autocratique. Tudman lui-même, à de nombreuses reprises, a caractérisé sa mission personnelle historique comme devant faciliter le « retour de la Croatie dans le giron de la civilisation occidentale » à laquelle elle a soi-disant toujours appartenu. Au-delà du vernis rhétorique, archaïque et idiosyncratique, cette formule se traduisait concrètement par un programme de restauration capitaliste à grande échelle. Le nationalisme pouvait rendre cela possible en rompant l'ensemble des liens politiques, économiques et culturels avec les Balkans arriérés et la prison de la fédération socialiste yougoslave qui empêchait la Croatie de réaliser son retour tant attendu à l'Europe. Ce sont les asymétries du développement des différentes républiques yougoslaves qui ont rendu ce récit politiquement efficace. Alors que se déroulait la crise des années 1980, même un nombre important de membres de la Ligue des communistes de Slovénie et de Croatie – les républiques les plus développées d'un point de vue économique – avaient tendance à considérer leurs obligations envers le budget fédéral comme un drainage inacceptable et parasitaire des ressources qu'ils avaient durement gagnées. Le (proto)nationalisme économique a rapidement dégénéré en une idéologie politique emphatique et généralisée alors que se faisait de plus en plus palpable la menace de recentralisation et de perte d'autonomie (notamment sous l'impulsion du FMI et de la CE) portée par Slobodan Milošević (lui-même ayant surfé sur une vague de nationalisme serbe résurgent qui l'avait mené au pouvoir).

Dans les faits, le nationalisme croate a réussi à rompre les liens avec la Yougoslavie mais, quand il est devenu évident que Tudman orientait davantage le pays vers un relatif isolement international que vers une entrée rapide dans l'Union européenne, l'attrait de sa politique a sérieusement commencé à perdre de sa force. Peu après la mort de Tudman, son parti, le HDZ (Hrvatska demokratska zajednica – l'Union démocratique croate) en a fait les frais en perdant les élections de 2000 au profit de la coalition menée par Iвица Račan's SDP (Socijaldemokratska partija – le Parti social démocrate).

Comme tous les gouvernements qui ont suivi, celui de Račan estimait qu'il relevait de sa mission explicite de terminer le parcours entrepris puis arrêté par Tudman et de faire passer la Croatie « des Balkans à l'Europe », se délestant en chemin de toutes les pesanteurs idéologiques excessives. Si, selon Tudman, c'est la structure yougoslave qu'il fallait abandonner à tout prix afin d'assurer le « retour à l'Europe » de la Croatie, par une ironie du sort et de l'histoire, l'ethno-chauvinisme brutal de Tudman fut, à son tour, jeté par-dessus bord.

Ainsi, les années Račan sont encore largement perçues comme ayant pour caractéristique un virage « pro-européen » décisif dans l'orientation politique de la Croatie. À cette période et en dépit des disputes sans fin à l'intérieur du gouvernement de coalition (ce qui finalement a contribué à sa défaite aux élections de 2003 au profit d'un HDZ « réformé » et « européanisé » mené par Ivo Sanader), le destin économique du pays a pris une nouvelle direction et a connu une phase de croissance continue avec un rythme de croissance annuel moyen du PIB de 4,2 % dans la période de pré-crise s'étalant de 2000 à 2008<sup>4</sup>. Alimentée par une consommation dopée par les crédits, cette tendance s'est brutalement interrompue en 2009 quand la Croatie a été frappée par les ondes de choc de la crise économique globale. Le PIB a chuté de 6,9 %.

La croissance, nourrie par l'endettement, de la période de pré-crise combinée à la perspective d'une entrée dans l'Union européenne (et à la prospérité à venir qui lui était associée) a encouragé une certaine culture de la nonchalance envers les faiblesses structurelles de l'économie croate et par-dessus tout envers la fragilité et les dangers inhérents à un modèle de développement fondé sur le crédit étranger et la consommation, envers une monnaie surévaluée et, dans les faits, dépendante de l'euro, envers le déficit commercial qui en résulte, envers la désindustrialisation continue et le taux élevé de chômage, tout cela étant accompagné par une hausse ininterrompue des inégalités, par un effritement constant des droits sociaux et des droits du travail et par l'endettement croissant de la population.

Avec la fin de la croissance, tous ces problèmes sont passés au premier plan.

Cela explique en grande partie pourquoi la détermination nouvelle des représentants de l'*establishment* à poursuivre agressivement des politiques, dont la mise en œuvre complète aurait peut-être paru moins urgente dans des

conditions de croissance continue, fut partiellement découragée par la perspective de répercussions électorales cuisantes pour ceux qui les conduiraient. Par ailleurs, l'entrée dans l'UE, qui pendant si longtemps a servi de dernier argument de légitimation à toutes les politiques socio-économiques, est maintenant formellement atteinte. Cependant, cela comporte ses propres risques. Une des vertus fondamentales du récit de l'intégration européenne a été sa capacité immense à obtenir le consentement en faisant miroiter les effets désirés et/ou promis des politiques néolibérales dans un avenir allant au-delà du seuil de l'adhésion à l'UE et donc, par définition, hors de portée d'une réfutation empirique immédiate. Cet « avenir » étant maintenant « présent », l'efficacité hégémonique de ce récit risque de se désintégrer sous la pression d'une désillusion rampante. Le fait que la Croatie soit entrée dans l'UE au moment de sa crise la plus sévère, avec en prévision des cycles d'austérité apparemment innombrables, ne peut qu'accélérer ce processus.

La « classe politique » croate et les experts de l'*establishment* se sont lamentés sur le développement de « l'euro-scepticisme » dans la population avant même l'intégration à l'UE. Cependant, il est peut-être plus approprié de parler plutôt d'« euro-fatalisme » étant donné que, pour le moment, ce sentiment a largement pris la forme d'une résignation cynique. Cet « euro-fatalisme » semble également prévaloir au sein de la plus grande partie de l'*establishment* lui-même puisque les discours europhiles du début sont de plus en plus souvent remplacés par des références explicites à l'obligation impérative de se soumettre aux diktats de la politique de Bruxelles. Même quand leur rhétorique est la plus offensive, les défenseurs du développement des politiques néolibérales finissent par aller à l'encontre de leur posture proactive quand ils se présentent à la fois comme de simples administrateurs et comme les exécuteurs de directives politiques venues d'en-haut. Il n'est pas étonnant que cette contradiction flagrante engendre un cynisme envers le processus politique.

Et pourtant, cynisme et « accord passif » pourraient très bientôt être évincés par de véritables défis au *statu quo*. Si elle est censée pacifier, la formule « Il n'y a pas d'alternative ! » risque de déclencher la révolte, d'autant plus qu'elle a des fondements antidémocratiques. L'offensive politique actuelle est peut-être aussi une tentative pour aller au-devant de ce retournement et de l'extraction de la dernière goutte de légitimation idéologique du récit d'européisation avant que des projets contre-hégémoniques n'aient le temps de se former et de se consolider.

Son effondrement final ouvrirait alors la voie à des contre-récits antagonistes. Ce serait une opportunité pour la gauche et également porteur de dangers qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Un regard sur le développement des pays voisins montre au moins deux scénarios possibles.

En Hongrie, la crise a porté au pouvoir Victor Orbán's Fidesz qui a surfé sur une vague gonflée par la xénophobie et le ressentiment nationaliste. Un

développement similaire en Croatie engendrerait probablement la répétition des réactions idéologiques provoquées par la crise et par la dissolution de la Croatie mais, cette fois, ce serait en l'absence d'une solution toute faite d'adhésion future à l'UE. Certains commentateurs ont déjà annoncé que le président du HDZ, Tomislav Karamarko, était le candidat le plus probable au rôle de « l'Orban de Croatie ». Depuis qu'il a battu Jadranka Kosor, alors président, dans la course à la présidence du parti en mai 2012, Kamarko s'évertue à reconsolider un HDZ affaibli par la chute et l'arrestation de son « modernisateur » d'un jour, Ivo Sanader, inculpé de corruption pour avoir fait appel aux prétendues « valeurs fondamentales » du parti. Cela ressemble à s'y méprendre à un véritable manifeste néoconservateur. Dans ce contexte, la résurgence récente de sentiments antisémites, la rhétorique des campagnes anti-gays et anticommunistes peuvent laisser présager que le pire est encore à venir.

L'autre possibilité pourrait être « le scénario slovène ». Contrairement à la plupart des États postsocialistes, la Slovénie a échappé à la « dépression transitionnelle » et à ses conséquences socio-économiques néfastes. Mais, depuis son entrée dans la zone euro en 2007, tous ses gains antérieurs se sont rapidement rétrécis. La Slovénie aussi doit maintenant faire face à l'hydre transitionnelle de la désindustrialisation, du taux de chômage élevé, de la hausse du taux d'endettement et de la politique d'austérité. Le mécontentement s'est exprimé avec force en octobre 2012 dans la ville de Maribor, ce qui a provoqué à une vague de protestations à l'échelle nationale qui se prolongea durant l'année 2013. Cela entraîna pour finir la démission de Janez Janša, Premier ministre conservateur. Bien que peu de choses aient changé depuis lors en termes d'orientation politique concrète, le « soulèvement slovène » a provoqué un glissement tectonique de l'imaginaire politique, et ce pour la première fois depuis l'indépendance, en rendant même les médias dominants réceptifs aux voix critiques d'une gauche ouvertement anticapitaliste. Ce processus a culminé dans la formation, le 1<sup>er</sup> mai 2013, de l'Initiative pour un socialisme démocratique.

Même si en Croatie les forces de gauche restent relativement et comparative-ment faibles, on ne peut nier les progrès déterminants qui ont été réalisés. Les annonces de privatisations les plus récentes ont rencontré un front d'opposition incluant des syndicats, des ONG, des organisations féministes, différents groupes activistes et des intellectuels de gauche. Alors qu'il reste à mesurer le succès de cette campagne, alors que des questions organisationnelles plus larges restent à traiter, cette initiative et d'autres similaires présentent néanmoins l'option la plus plausible pour la formation d'un bloc authentiquement contre-hégémonique <sup>5</sup>. ■

## Notes

1) <http://globus.jutarnji.hr/hrvatska/28-drzavnih-tvrtki-hitno-trazi-kupca>

- 2) [http://www.limun.hr/UserDocsImages/RBAnalyze\\_br51\\_listopad%202013.pdf](http://www.limun.hr/UserDocsImages/RBAnalyze_br51_listopad%202013.pdf)
- 3) Pour une étude de l'intégration à l'Europe dans le contexte plus large de la Yougoslavie et sur une période de temps beaucoup plus large, voir Andreja Živković, « The future lasts a long time : a short history of European integration in ex-Yugoslavia » [L'avenir dure longtemps : une histoire brève de l'intégration de l'ex-Yougoslavie à l'Europe] ;  
<http://www.criticatac.ro/lefeast/the-future-lasts-a-long-time-a-short-history-of-european-integration-in-the-ex-yugoslavia-2/>
- 4) [http://www.hnb.hr/statistika/h-ekonomski\\_indikatori.htm](http://www.hnb.hr/statistika/h-ekonomski_indikatori.htm)
- 5) Pour une histoire provisoire de la formation de la « Nouvelle gauche croate », voir les contributions qui s'y rapportent dans : Michael Kraft (Ed.), *Soziale Kämpfe in Ex-Jugoslawien*, Mandelbaum, 2013.

